Justice et homosexualité sous le national- socialisme

Étude comparée du pays de Bade et de l'Alsace Position de thèse

Frédéric Stroh

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/4239>

DOI : 10.4000/alsace.4239

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2019

Pagination : 351-362

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Frédéric Stroh, « Justice et homosexualité sous le national-socialisme », *Revue d'Alsace* [En ligne], 145 | 2019, mis en ligne le 01 février 2020, consulté le 24 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/4239> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.4239>

Justice et homosexualité sous le national-socialisme

Étude comparée du pays de Bade et de l'Alsace

Frédéric Stroh

351

Cette thèse d'histoire compare le traitement judiciaire de l'homosexualité masculine sous le national-socialisme en pays de Bade, un territoire du « vieux *Reich* », et en Alsace, territoire annexé *de facto* durant la Seconde Guerre mondiale¹. L'étude de cas est toutefois replacée dans les cadres nationaux (Allemagne, France) et dans le temps long (1803-1945) afin de pouvoir repérer les éventuelles spécificités régionales et prendre la mesure des continuités et des ruptures à l'œuvre entre la période national-socialiste et les régimes antérieurs. De plus, l'analyse ne se limite pas aux seuls verdicts des tribunaux, mais s'attache à déterminer le profil, les discours, représentations et pratiques de l'ensemble des acteurs du processus judiciaire depuis les législateurs jusqu'aux juges en passant par la population, les policiers, les experts médico-légaux et les procureurs, sans omettre non plus les inculpés.

Cette recherche s'inscrit dans une historiographie allemande de l'homosexualité en plein essor avec une multiplication des études régionales et un renouvellement des questionnements se démarquant de plus en plus de la seule perspective victimaire pour rendre compte de la réalité polymorphe de la répression et de la vie des « homosexuels » sous

1. La thèse a été réalisée sous la direction de Catherine Maurer (Université de Strasbourg) et soutenue le 26 octobre 2018 à l'Université de Strasbourg devant un jury composé de Marc Boninchi (Université de Lyon III), Sylvia Paletschek (Universität Freiburg-im-Breisgau), Jean Solchany (Science Po - Lyon), Florence Tamagne (Université de Lille III) et Marie-Bénédicte Vincent (ENS Ulm).

le « III^e Reich », à l'image des travaux d'Alexander Zinn parus en 2018². Si en revanche l'historiographie de l'homosexualité est encore relativement peu développée du côté français, nous poursuivons ici la voie ouverte par les travaux de Florence Tamagne comparant l'histoire de l'homosexualité en France et en Allemagne durant l'entre-deux-guerres ou encore ceux de Marc Boninchi sur la répression judiciaire de l'homosexualité sous Vichy³. Le cas particulier du pays de Bade, qui fait actuellement l'objet d'un programme de recherche de l'Université de Stuttgart, avait jusqu'alors uniquement été défriché par une brève étude de William Schaeffer parue en 2009, tandis que les premiers travaux scientifiques sur la question de la répression de l'homosexualité en Alsace n'apparaissent qu'en 2014⁴.

Cette thèse visait avant tout à prendre la mesure de l'application du programme anti-homosexuel du régime national-socialiste en examinant l'engagement de chacun des acteurs de la chaîne répressive : dans quelle mesure, pour quels motifs et par qui a été modifiée la législation ? La population s'est-elle montrée indifférente à la propagande anti-homosexuelle ou a-t-elle au contraire multiplié les actes de dénonciation ? Les experts médico-légaux ont-ils pris la défense des « homosexuels » devant les tribunaux ou ont-ils à l'inverse légitimé scientifiquement leur répression ? La police judiciaire et la gendarmerie se sont-elles montrées aussi zélées en la matière que la *Gestapo* ? Les procureurs et les juges se sont-ils opposés sur cette question ? Et enfin, comment peut-on caractériser les décisions des juges au regard de la législation existante ? Nous avons également tenu à intégrer à cette histoire du traitement

2. Alexander ZINN, „Aus dem Volkskörper entfernt“? – Homosexuelle Männer im Nationalsozialismus, Francfort/Main, Campus, 2018.

3. Florence TAMAGNE, *Histoire de l'homosexualité en Europe*. Berlin, Londres, Paris. 1919-1939, Paris, Seuil, 2000 ; Marc BONINCHI, *Vichy et l'ordre moral*, Paris, PUF, 2005.

4. Pour le pays de Bade : Martin CÜPPERS, Norman DOMEIER (éd.), *Späte Aufarbeitung – LSBTTIQ-Lebenswelten im deutschen Südwesten*, Stuttgart, Landeszentrale für politische Bildung Baden-Württemberg, 2018 ; William SCHAEFFER, *Schicksale männlicher Opfer des § 175 StGB in Südbaden. 1933-1945*, Fribourg, Breisgau-Geschichtsverein « Schau-ins-Land », 2009. Pour l'Alsace : Frédéric STROH, « Être homosexuel en Alsace et Moselle annexées de fait. 1940-1945 », in Régis SCHLAGDENHAUFFEN, Julie LE GAC, Fabrice VIRGILI (éd.), *Homosexuel·le·s en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2017, p. 85-104 ; Jean-Luc SCHWAB, *Répression de l'homosexualité en Alsace annexée de fait (1940-1945)*, mémoire de master soutenu le 22 septembre 2015 à l'Université de Mulhouse ; Régis SCHLAGDENHAUFFEN, « Désirs condamnés – Punir les « homosexuels » en Alsace annexée (1940-1945) », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n° 39, 2014, p. 83-104.

judiciaire de l'homosexualité les « homosexuels » eux-mêmes. Dans la lignée des études d'histoire du quotidien, nous avons voulu mettre au jour la diversité de leurs « situations de vie » en ne nous limitant pas à la seule dimension victimaire mais en soulignant aussi leurs « espaces de liberté », leurs capacités d'action et leurs engagements politiques. L'objectif était notamment d'identifier en quoi le contexte judiciaire a pu jouer sur leurs discours, représentations de soi et pratiques sociales ou sexuelles.

De plus, il s'agissait de questionner l'éventuelle hétérogénéité géographique de la répression et de la vie des « homosexuels » : la politique centralisatrice national-socialiste a-t-elle entraîné une homogénéisation de la répression judiciaire de l'homosexualité à travers le *Reich* ou est-ce que la tradition libérale du pays de Bade développée depuis le début du XIX^e siècle l'y a atténuée ? L'annexion de l'Alsace y a-t-elle conduit à un alignement du traitement judiciaire de l'homosexualité sur le modèle allemand ou est-ce que l'absence de pénalisation de l'homosexualité durant la période française de l'entre-deux-guerres, couplée à une éventuelle continuité du personnel judiciaire au-delà de 1940, y a endigué la mise en œuvre judiciaire de la répression au cours de l'annexion ? Alors que les quelques travaux allemands soulignant les variations régionales de la répression dans l'Allemagne national-socialiste l'attribuent uniquement à l'influence du contexte sociodémographique et au niveau d'engagement des acteurs mis en jeu, nous avons voulu vérifier l'hypothèse selon laquelle celles-ci pourraient être dues également à un héritage culturel, en l'occurrence à des traditions régionales spécifiques de rapport de la justice à l'homosexualité qui se prolongeraient sous le national-socialisme. À ces comparaisons régionales s'ajoute une étude des circulations et interactions entre les différents territoires, que ce soit des mouvements de personnes ou des transferts d'idées et de pratiques entre l'Alsace ou la France d'une part et le pays de Bade ou l'Allemagne d'autre part. L'éventuel modèle badois ou alsacien de l'homosexualité ne serait-il pas finalement l'expression de l'influence croisée d'un modèle allemand et d'un modèle français ? Plutôt que comme deux territoires juxtaposés, le pays de Bade et l'Alsace sont envisagés ici comme une possible interface, un espace de contact.

Enfin, au-delà du seul thème de l'homosexualité et de sa répression, cette étude permet d'interroger plus globalement le fonctionnement du régime et l'état de la société sous le national-socialisme, et d'élargir les thématiques de recherche sur les conséquences de l'annexion de l'Alsace durant la Seconde Guerre mondiale.

Le cœur de l'étude repose sur l'exploitation des archives judiciaires et pénitentiaires du pays de Bade et d'Alsace conservées au *Generallandesarchiv* de Karlsruhe, au *Staatsarchiv* de Fribourg et aux Archives départementales du Bas-Rhin et du Haut-Rhin. Ce corpus de sources s'est toutefois révélé d'emblée très inégal de part et d'autre du Rhin, limitant d'autant notre ambition comparative. Pour le pays de Bade, nous avons disposé de nombreux registres et dossiers de procédures complets (enquêtes de police, expertises médico-légales, actes d'inculpation, attendus de jugement, actes pénitentiaires, etc.) tenus par les parquets et couvrant la quasi-totalité du territoire et de la période national-socialiste, ce qui nous a permis de procéder à une étude quantitative assez fiable et de reconstituer l'ensemble du processus judiciaire depuis les arrestations jusqu'aux parcours pénitentiaires, alors que dans le cas de l'Alsace annexée, comme de l'Alsace d'avant-guerre, les archives judiciaires se limitent principalement aux attendus de jugement du seul tribunal de Strasbourg et aux registres d'écrou de Strasbourg, Mulhouse et Colmar. Ce n'est donc généralement que de biais que nous avons pu reconstituer pour l'Alsace l'ensemble du processus judiciaire.

Pour pouvoir situer ces jugements dans leur contexte, nous avons également mis à profit les archives du ministère de la Justice du *Reich* conservées au *Bundesarchiv* de Berlin-Lichterfelde et celles du ministère badois de la Justice, de l'*Oberlandesgericht* et du parquet général de Karlsruhe contenant de nombreux rapports sur l'activité judiciaire badoise et alsacienne. À cela s'ajoutent les archives des services de police, des services publics de santé (*Gesundheitsämter*) et des centres psychiatriques (*Heil- und Pflegeanstalten*) contenant des dossiers personnels de détenus, de patients et de médecins du pays de Bade et d'Alsace, et les archives de l'administration civile allemande en Alsace conservées à Strasbourg, ainsi que celles du ministère français de la Défense à Caen concernant les victimes de guerre. Les dossiers de carrière des magistrats ont permis d'établir le profil des principaux acteurs de la répression. Mais alors que nous avons pu en consulter de nombreux à Karlsruhe, Fribourg, Stuttgart, Darmstadt et Coblenze, la majorité de ceux conservés aux Archives

nationales françaises ont été rendus inaccessibles par la fermeture de l'annexe de Fontainebleau en 2014. Enfin, nous nous sommes appuyés sur un ensemble de journaux officiels, de codes pénaux, de recueils de jurisprudence et d'autres publications juridiques, sur les publications des services de statistique du grand-duché de Bade et du *Reich* concernant l'activité judiciaire, ainsi que sur des publications d'ordre médical, sans omettre la presse régionale et homosexuelle. Des appels à témoin diffusés dans la presse régionale badoise et alsacienne sont en revanche restés vains.

Face à l'ampleur des sources du côté badois, nous avons fait le choix de constituer des échantillons de procédures judiciaires, que nous avons analysés à partir d'une grille de lecture permettant un relevé systématique d'un nombre limité d'informations. Notre méthode se caractérise également par l'importance accordée à l'analyse statistique et au travail de cartographie qui permet de représenter et d'interpréter les statistiques judiciaires. Mais si une grande partie de notre étude repose sur des analyses quantitatives, nous avons toujours tenu à les compléter par des analyses qualitatives pour pouvoir donner du sens aux données chiffrées.

Au terme de la recherche, il apparaît tout d'abord que si les condamnations pour acte homosexuel ont explosé et se sont renforcées en Allemagne à partir de 1935, l'application du programme anti-homosexuel du régime national-socialiste est toutefois restée limitée. Même s'ils ont indéniablement contribué au renforcement de la répression, les juges allemands et dans une certaine mesure les procureurs ont peu modifié leurs discours sur l'homosexualité, si ce n'est dans leurs rapports officiels, et se sont montrés relativement transigeants au regard de la nouvelle législation. De même, l'engagement de la police judiciaire dans la « chasse » aux « homosexuels » a été bien moindre que celui de la *Gestapo* et est retombé assez rapidement. C'est sans doute la grande continuité du personnel judiciaire et policier qui explique ce relatif manque de zèle dans la nouvelle politique initiée par le régime. En dehors des représentants de l'« État discrétionnaire » (*Maßnahmenstaat*) que sont les membres de la *Gestapo* ou de la *SS* et de quelques individualités des forces régulières, seul le groupe des médecins fonctionnaires des services publics de santé, profondément renouvelé, semble véritablement s'être investi avec détermination dans le programme répressif national-socialiste. Ils se sont systématiquement refusés à reconnaître l'irresponsabilité des « homosexuels », bien que certaines publications médicales le recommandassent, et ont au contraire reproché en permanence aux

inculpés un manque de moralité ou de maîtrise de soi, tout en préconisant à leur encontre de lourdes « mesures rééducatives », voire le recours à la castration dite « volontaire », si ce n'est forcée. Enfin, malgré un sursaut de dénonciations contribuant à l'amplification de la répression, force est de constater que la population a été loin d'être totalement mobilisée par la propagande. Elle s'est largement montrée indifférente à l'homosexualité ou s'est contentée, en particulier à la campagne, de la réguler indépendamment des forces de l'ordre publiques. Avec Alexander Zinn, nous pouvons donc conclure qu'en dépit de la propagande officielle et de la radicalisation de la législation, le programme répressif anti-homosexuel national-socialiste s'est vu partiellement entravé par certains acteurs chargés de son application. Cela a contribué à laisser quelques « espaces de liberté » à de nombreux « homosexuels » qui, malgré la peur et la nécessité de développer des stratégies d'adaptation, ont en partie pu continuer à entretenir une sociabilité homosexuelle et à se percevoir en dehors de l'horizon répressif. L'importance de ces « espaces de liberté » a toutefois varié selon les territoires et les groupes sociaux.

Cette thèse démontre en effet l'hétérogénéité régionale de la répression. En pays de Bade, l'explosion des condamnations a été réelle avec environ 1 680 hommes condamnés au titre des paragraphes 175 ou 175a *RStGB* entre 1933 et 1945, mais elle y a été moins forte et moins durable que dans le reste du *Reich*. Il ne faut cependant pas y voir l'effet d'une supposée tradition libérale badoise en matière de mœurs. Il apparaît au contraire qu'en dépit de son attachement séculaire au libéralisme politique et judiciaire, l'État badois avait développé une des traditions anti-homosexuelles les plus répressives d'Allemagne avant 1933. La législation sur la « débauche contre nature » y était une des plus strictes de l'espace germanique avant l'unification législative de 1871, tandis que les condamnations au titre du paragraphe 175 *RStGB* y étaient sous le *Kaiserreich* et la République de Weimar deux fois plus importantes proportionnellement que dans le reste du *Reich*. Cette particularité badoise s'inscrivait toutefois dans un ensemble régional plus large englobant également le Wurtemberg et la Bavière. Alors que l'historiographie considère généralement que la Prusse était l'État traditionnellement le plus répressif à l'encontre de l'homosexualité en prenant pour preuve quelques scandales politiques comme l'affaire Eulenburg ou le nombre absolu de condamnations, et que les États du sud, sous l'influence de la philosophie pénale française, étaient au contraire relativement libéraux en

la matière, il s'avère que la répression au titre du paragraphe 175 *RStGB* suivait, exception faite de Hambourg, un gradient sud-nord inverse. Sous le *Kaiserreich* et la République de Weimar, les États du sud étaient plus répressifs que les États du nord, et les districts méridionaux des États du sud plus encore que leurs districts septentrionaux. Cette distribution de la répression, qui était structurelle et spécifique aux procès pour « débauche contre nature », est difficile à expliquer, mais il est certain qu'elle n'était pas corrélée à la répartition des densités de population, des confessions religieuses ou des « homosexuels » eux-mêmes. Elle témoigne en tous les cas du fait que le libéralisme politique ou judiciaire ne va pas forcément de pair avec le libéralisme des mœurs, les deux pouvant même s'opposer dans la mesure où le contrôle étatique des sexualités hors-normes peut représenter un des ciments de la société civile, de ses institutions et de ses valeurs. La cartographisation sur le temps long des condamnations au titre des paragraphes 175 ou 175a *RStGB* nous a ainsi permis de montrer que le « III^e Reich » a non seulement entraîné une explosion du nombre des condamnations et un alourdissement des peines à l'encontre des « homosexuels », mais que cette rupture s'est produite dans des proportions variables selon les territoires de sorte que la géographie historique de la répression anti-homosexuelle a été renversée. Le gradient traditionnel sud-nord a disparu et se furent désormais les provinces prussiennes et les grandes métropoles qui s'avérèrent les plus répressives. La répression anti-homosexuelle national-socialiste ne s'est donc pas appuyée sur des traditions répressives locales pour les accentuer. Elle les a tout bonnement submergées. Notre hypothèse de départ ne se vérifie donc que partiellement : il existe bien des modèles régionaux traditionnels de rapport à l'homosexualité, qui s'étaient formés sur le temps long et avaient résisté aux changements de régime et aux réformes législatives antérieurs à 1933, mais ceux-ci ne contribuent plus à expliquer les variations régionales du traitement judiciaire des « homosexuels » sous le national-socialisme.

De plus, alors qu'il fut longtemps considéré comme une évidence que l'annexion au « III^e Reich » de l'Alsace y avait entraîné le transfert pur et simple du modèle répressif allemand, il s'avère que la situation y a différé quelque peu de celle de la « vieille Allemagne », et même de celle des autres territoires annexés. Des « homosexuels » alsaciens ont été fichés, expulsés en « France de l'Intérieur » ou internés au « camp de rééducation » de Vorbruck-Schirmeck dès l'été 1940, mais la législation

pénale allemande permettant de les condamner devant les tribunaux n'a été introduite en Alsace que progressivement. Jusqu'en janvier 1941, le code pénal français a été maintenu. Les pratiques homosexuelles n'étaient pas pénalisées en tant que telles, mais il était possible pour les magistrats de recourir à une vaste jurisprudence française particulièrement anti-homosexuelle développée depuis le XIX^e siècle en surinterprétant différentes dispositions législatives sur les mœurs sexuelles. Puis, de janvier 1941 à février 1942, les codes pénaux français et allemands ont été concomitamment en vigueur. L'ensemble des tribunaux d'Alsace ont continué d'appliquer le droit français, mais une chambre pénale à Strasbourg rendait le droit allemand. Bien que l'ordonnance instituant cette chambre ne citât pas explicitement les pratiques homosexuelles comme ressortant de sa juridiction, elle donnait entière liberté au procureur qui y était affecté de poursuivre tous les actes dont il estimait qu'ils devaient être sanctionnés par le droit allemand « au vu de la gravité et de la nature répréhensible des faits, en raison de l'émotion publique suscitée ou en raison d'une grave menace pour la sécurité ou l'ordre public ». C'est à ce titre que les paragraphes 175 et 175a *RStGB* ont donc été susceptibles d'être appliqués en Alsace dès le début de l'année 1941. Enfin, le 15 février 1942, le code pénal allemand a été totalement substitué au code pénal français et Robert Wagner autorisa même sa rétroactivité sur les actes antérieurs. Les pratiques homosexuelles pouvaient désormais être poursuivies devant l'ensemble des tribunaux d'Alsace. Précisons que l'introduction du code pénal allemand, et ce faisant la pénalisation des actes homosexuels, en Alsace enfreignait pourtant la Convention de La Haye de 1907 imposant le respect des lois en vigueur dans les territoires occupés.

Hormis quelques rares cas en 1941, les tribunaux d'Alsace ne se mirent véritablement à rendre des condamnations pour homosexualité en vertu de la législation allemande qu'à partir de 1942. Les Archives départementales du Bas-Rhin conservent les attendus de jugement de 54 hommes condamnés par le *Landgericht* de Strasbourg au titre des paragraphes 175 ou 175a *RStGB*, dont 80 % sont nés en Alsace ou en Moselle, et l'ensemble des sources exploitées dans cette étude mentionnent le nom de 351 hommes détenus pour homosexualité en Alsace, en dehors du camp de concentration de Natzweiler-Struthof où furent principalement détenus des « homosexuels » d'origine allemande. Le *Landgericht* de Strasbourg se montra ainsi plus empressé à réprimer

l'homosexualité que les tribunaux de la Moselle annexée ou du pays de Bade. Le *Landgericht* de Metz apparaît peu intéressé par la question malgré un contexte historique, politico-administratif et législatif similaire à celui de l'Alsace, tandis que le tribunal de Karlsruhe délaissa fortement l'application des paragraphes 175 et 175a *RStGB* durant les années 1940. La répression judiciaire a toutefois été bien plus ciblée géographiquement et sociologiquement en Alsace annexée qu'elle ne l'avait été en pays de Bade avant la guerre. Elle s'y concentra principalement sur les grandes villes (Strasbourg, Mulhouse et Colmar) et sur les catégories sociales populaires (domestiques, serveurs, ouvriers non qualifiés, etc.), alors qu'elle s'était étendue du côté badois sur l'ensemble du territoire jusque dans les petits villages de Forêt-Noire et y avait touché également les catégories sociales intermédiaires (commerçants, artisans, employés de bureau, etc.). Mais surtout, le *Landgericht* de Strasbourg se montra bien plus sévère dans ses discours et ses verdicts que les tribunaux badois. 60 % des peines connues rendues par le tribunal de Strasbourg correspondent à des peines de travaux forcés (*Zuchthausstrafe*) contre seulement 18 % du côté du tribunal de Karlsruhe. La rupture national-socialiste en Alsace a été d'autant plus forte que durant les années 1930, le tribunal de Strasbourg, loin de l'« homophobie judiciaire » française de l'entre-deux-guerres mise en avant par l'historiographie, avait été relativement indulgent vis-à-vis de l'homosexualité. Il n'avait pas procédé à une interprétation extensive du code pénal pour pouvoir réprimer spécifiquement les « homosexuels » et avait souvent fait preuve de clémence à leur égard, lorsqu'ils étaient inculpés pour « outrage public à la pudeur » ou « excitation à la débauche de mineurs », sous l'influence notamment des experts médico-légaux qui reconnaissaient parfois l'irresponsabilité pénale. Là encore, ce ne sont donc ni les préhistoires régionales ni le contexte politico-administratif ou législatif qui déterminent l'ampleur, l'intensité et les variations régionales de la répression judiciaire anti-homosexuelle sous le national-socialisme.

Finalement, c'est le rôle déterminant des acteurs du processus judiciaire et de leur engagement à soutenir la politique anti-homosexuelle que met en valeur cette étude. Si l'explosion de la répression a été moins forte et moins durable en pays de Bade que dans les régions prussiennes et les grandes métropoles, c'est avant tout parce qu'aucun commando extérieur de la *Gestapo* spécialisé dans la répression de l'homosexualité n'y a opéré et que les forces de police locale ne se sont lancées dans aucun véritable plan d'action massif et ont fini, après avoir mené quelques

investigations de grande ampleur entre 1935 et 1937, par se montrer bien moins empressées à repérer et reporter les pratiques homosexuelles. Une grande partie de la population a également continué de rester indifférente vis-à-vis de l'homosexualité ou a préféré, en particulier à la campagne, la réguler par elle-même sans recourir à la force publique.

Du côté alsacien, la question des acteurs de la répression est d'autant plus cruciale que l'on s'est contenté jusqu'à présent de les désigner pudiquement par les termes de police et de justice allemandes sans chercher à y distinguer l'éventuelle implication d'Alsaciens. Or, il s'avère que si les services de police et de justice d'Alsace ont été confiés par le chef de l'administration civile Robert Wagner à des fonctionnaires allemands tels que Gustav Adolf Scheel pour la police, le président de l'*Oberlandesgericht* de Karlsruhe Heinrich Reinle pour la justice et le procureur général badois Wilhelm Frey pour le domaine spécifique du parquet et des prisons et que les fonctionnaires issus de la « France de l'Intérieur », qui occupaient généralement les postes les plus élevés, ont été expulsés et remplacés par des fonctionnaires allemands, un certain nombre des Alsaciens et des Mosellans qui avaient servi l'administration française durant l'entre-deux-guerres ont été maintenus en place à condition de reconnaître formellement l'annexion allemande et le national-socialisme. Les « homosexuels » alsaciens ont ainsi été arrêtés et jugés à la fois par des fonctionnaires venus d'Allemagne et des fonctionnaires français d'origine alsacienne ou mosellane, mais tous placés sous autorité allemande.

Les modalités du traitement judiciaire de l'homosexualité en Alsace, si particulières au regard de la « vieille Allemagne » et des autres territoires annexés, s'expliquent ainsi par le profil et l'engagement des acteurs qui y ont été mis en jeu. L'absence initiale de répression judiciaire des « homosexuels » s'explique d'abord par le choix de Robert Wagner, contrairement au chef de l'administration civile au Luxembourg, de ne pas introduire rapidement et spécifiquement la législation anti-homosexuelle allemande en Alsace, mais de privilégier la répression extra-judiciaire (expulsion, internement), puis par le refus, sauf exception, du procureur allemand de Strasbourg, Ludwig L., d'inculper au titre des paragraphes 175 ou 175a *RStGB* les Alsaciens arrêtés en 1941 pour homosexualité malgré la possibilité qui lui en avait été donnée. L'importance des condamnations durant la deuxième phase de l'annexion, en comparaison notamment de la Moselle, pourrait quant à elle s'expliquer par l'engagement du policier allemand H. spécialisé dans la lutte anti-homosexuelle à Strasbourg, mais

aussi par l'investissement du substitut du procureur alsacien, Jacques P., qui a procédé à la plupart des inculpations anti-homosexuelles devant le *Landgericht* de Strasbourg et qui avait déjà été réputé sous la période française pour son engagement au service du « redressement moral ». Quant à la rareté des ruraux condamnés pour homosexualité en Alsace, elle est sans doute à lier à la faiblesse du maillage policier dans les campagnes. De la même manière, la virulence des jugements rendus à Strasbourg au titre des paragraphes 175 et 175a *RStGB*, qui contraste tant avec les jugements encore extrêmement mesurés rendus au début de l'annexion à l'encontre d'actes homosexuels jugés au titre de la législation française, correspond à un renouvellement du personnel judiciaire. Aux juges alsaciens de la période française succèdent alors des juges allemands, mais aussi alsaciens, tels qu'Édouard E., largement investis dans la cause national-socialiste ou germanophile, et, en ce qui concerne les magistrats alsaciens issus de l'administration française, totalement inexpérimentés dans l'application des paragraphes 175 et 175a *RStGB*. Ils en ont dès lors fait une application plus littérale et stricte que les magistrats exerçant outre-Rhin. De même, le renversement des expertises médico-légales portées devant le tribunal de Strasbourg entre la période française et la période allemande s'explique par le changement d'experts, en l'occurrence le remplacement des universitaires français par des médecins fonctionnaires allemands, et non par l'évolution des doctrines médicales. En dehors du domaine judiciaire, c'est aussi du fait de Robert Wagner et de sa volonté de ne pas livrer systématiquement les Alsaciens « indésirables » à Himmler que les « homosexuels » alsaciens placés en détention policière ont été avant tout internés au « camp de rééducation » de Vorbruck-Schirmeck et rarement dans les camps de concentration comme ce fut le cas pour les « homosexuels » allemands. C'est bien le profil et les décisions des acteurs du processus judiciaire qui déterminent, au-delà du simple cadre législatif ou politique, l'ampleur, l'intensité et les modalités de la répression.

Au terme de l'étude, de nouvelles interrogations surgissent. Si nous avons pu mettre en valeur l'existence de modèles régionaux du traitement judiciaire de l'homosexualité dans l'Allemagne d'avant 1935, ceux-ci restent en grande partie inexpliqués. Des recherches comparatives sur les législations et les condamnations de la « débauche contre nature » à l'échelle de tout l'espace germanique avant l'unification de 1871 s'imposent, de même que des études plus spécifiques sur le Wurtemberg et la Bavière. De plus, le constat d'un renversement de la géographie historique de la

répression anti-homosexuelle à partir de 1935 invite à étendre le regard au-delà de 1945 pour vérifier si la rupture national-socialiste a été durable ou si la répression anti-homosexuelle d'après-guerre s'est réinscrite dans celle antérieure. La différence de traitement de l'homosexualité en Alsace et en Moselle annexées invite également à approfondir les recherches sur la Moselle, mais aussi à en entreprendre de nouvelles sur les autres territoires annexés, en particulier au Luxembourg au contexte assez semblable, et dans l'ouest de la Pologne à la préhistoire et à la politique annexionniste fort différentes. Enfin, cette étude invite à poursuivre les études sur la situation de l'homosexualité dans la France d'avant-guerre en examinant notamment, au-delà des recueils de jurisprudence, les pratiques quotidiennes des tribunaux de province, mais aussi sur l'Alsace d'après-guerre pour établir si la répression anti-homosexuelle qui y a été menée durant l'annexion a imprimé durablement sa marque sur l'activité des tribunaux et la vie des « homosexuels » d'Alsace.